

ens prendre”

“Dans l’opinion grecque,
le degré de violence
anti-allemande
est extraordinaire.”

Une sortie
de la Grèce
de la zone euro
pour une durée
de cinq ans ?
“Cette idée n’a pas
beaucoup de sens
car personne
ne peut savoir ce qui
se passerait pendant
cette période.”

Pour Etienne Davignon, président de Brussels Airlines et observateur attentif de la chose européenne, il faut trouver une réponse au “flou” de l’Eurozone.

La crise grecque : révélatrice du mal européen ?

■ La situation en Grèce s’ajoute à la longue liste de défis qui secouent l’Union européenne.

Analyse Maria Udrescu

Crise économique, montée des partis nationalistes, gestion de l’immigration, lutte contre le terrorisme, tensions internationales au sujet de l’Ukraine : la résolution de la crise grecque n’est qu’un fragment des nombreux défis auxquels doit faire face aujourd’hui le projet européen. Vingt-trois ans après la signature du traité de Maastricht qui créait l’Union européenne (UE), les grandes puissances mondiales ont les yeux rivés sur le Vieux Continent, dont la stabilité semble vaciller.

Plus que quiconque, Angela Merkel est perçue comme le leader de facto de l’Europe qui doit œuvrer pour le maintien de l’unité européenne et de la monnaie commune. Néanmoins, au lendemain de la victoire du “non” au référendum grec, le journal allemand “Bild” parlait d’une “première défaite” pour l’intransigeante chancelière et sa politique d’austérité.

Récemment, le projet européen semble avoir été réduit à son plus triste appareil, invariable synonyme de crise économique, diminution des salaires et pénurie d’emplois, alors que près de 12 % de la population européenne est au chômage. Loin de l’idée de prospérité et de solidarité économique que devait incarner le projet européen, la méfiance des citoyens à l’égard de l’UE s’est matérialisée par le ferme “non” adressé par les Grecs aux créanciers du pays.

L’eurosepticisme, un succès

Autre ombre au tableau plus que noirci de l’Union : les partis eurosceptiques, qui gagnent de plus en plus de terrain sur le continent. Ils semblent être les grands vainqueurs des élections européennes de 2014, avec un total de 207 sièges au Parlement européen (sur 751), représentant donc 28 % de l’hémicycle.

“Le projet UE est en train de mourir”, s’était réjoui sur Twitter Nigel Farage, leader du parti britannique nationaliste UKIP, au lendemain du référendum grec. Le Royaume-Uni prévoit notamment un référendum au sujet de son éventuelle sortie de l’Union européenne.

Selon Sophie Heine, politologue, chercheuse à l’Institut Egmont, l’idéologie eurosceptique serait “devenue une donnée normale de la politique plutôt que l’exception”. Et, pour cause, l’évolution de l’intégration européenne qui a affaibli “la souveraineté nationale sans la compenser par une souveraineté européenne”.

L’unité européenne est secouée par les divergences apparues au sein de l’Eurogroupe quant aux réponses à apporter à la menace russe. Alors que des

pays comme l’Espagne et l’Italie craignent les répercussions de l’embargo russe sur leur économie, d’autres, comme la France, le Royaume-Uni ou les Etats baltes prônent un renforcement des sanctions contre Moscou. De manière générale, ce climat de tensions avec la Russie risque “d’hypothéquer la capacité de l’Union à être un facteur de paix uniquement par le soft power et la décentralisation. Il révèle la nécessité de construire une politique étrangère de sécurité beaucoup plus commune que ce que nous avons pour l’instant”, explique Sophie Heine.

Outre ces désaccords géopolitiques, l’Europe doit également faire face à l’arrivée massive, en 2015, de 150 000 personnes qui fuient la guerre touchant la Syrie, l’Afghanistan et l’Erythrée. Au vu de la réticence de plusieurs Etats membres à accueillir ces migrants, l’incarnation de la solidarité et de la défense des droits de l’Homme par l’UE se voit remise en question.

Les acquis oubliés de l’UE

Face à un discours de plus en plus critique à l’égard du projet européen, “on oublie très vite les nombreux acquis de l’Union”, observe Quentin Michel, professeur d’études européennes à l’Université de Liège. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la Communauté économique européenne, telle qu’elle se dénommait à l’origine, a rapproché de vieux ennemis tels que l’Allemagne, la France et l’Italie.

M. Michel rappelle que, lors de sa création, l’UE avait pour objectif d’instaurer une paix durable sur son territoire. “Un but largement atteint. Les pays membres de l’Union ne se sont plus entre-tués depuis 60 ans. Le développement du marché, la reconstruction de l’Europe économique au lendemain de la guerre, c’était aussi en grande partie grâce à l’Union.” La libre circulation entre les pays membres et l’autonomie alimentaire s’ajoutent au palmarès européen.

Comment reconstruire alors l’image noirci de l’Union européenne ? “D’abord, les Etats doivent admettre que l’Europe, c’est eux. Dès que les pays prennent des mesures dures, ils disent que c’est l’Union qui les impose. Par contre, s’ils obtiennent des fonds structurels, ils disent qu’ils les ont arrachés à l’Union. C’est drôle, parce que l’Union, c’est les Etats”, s’étonne Quentin Michel.

Outre cette redéfinition de l’identité des institutions européennes, l’UE doit développer une réponse à la crise qui offre plus qu’une perspective d’austérité sans fin et être un moteur d’amélioration des conditions sociales de ses citoyens. “Pourquoi un travailleur belge est-il payé deux fois plus qu’un travailleur roumain ? Les Etats refusent une harmonisation sociale par le haut. Si on avait une Europe sociale forte, qui impose les mêmes règles à tous, ses bénéfices seraient visibles. C’est le moins d’Europe qui est problématique plutôt que le plus d’Europe.”

Reste que, pour la Grèce, “le plus d’Europe” offre une perspective d’avenir sinistre, tiraillée entre les exigences d’austérité de ses créanciers et un peuple excédé.

Le projet
européen
semble avoir
été réduit à
son plus triste
appareil,
invariable
synonyme
de crise
économique,
diminution
des salaires
et pénurie
d’emplois.